

Députés de l'UE et du monde arabe réclament une reprise de l'aide au peuple palestinien

Les parlementaires de l'UE et du monde arabe ont appelé à la création rapide d'un projet de fonds international pour venir en aide aux Palestiniens. La semaine prochaine, la Commission européenne présentera un projet aux ministres européens des Affaires étrangères. Certains membres du comité politique de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne ont précisé que la décision de suspendre l'aide directe fournie aux autorités palestiniennes a été prise trop précipitamment.

Les députés du Parlement européen, les parlements nationaux de l'UE et les parlements des dix pays partenaires du pourtour méditerranéen, se sont réunis pour discuter de l'assistance financière délivrée aux Palestiniens. Des représentants de la Commission européenne ont expliqué que le "mécanisme international provisoire" serait un système progressif de crédits délivrés en fonction des sommes disponibles. Les premiers à en bénéficier seraient les secteurs qui en ont le plus besoin, comme les hôpitaux ou les écoles. Ensuite, les crédits seraient utilisés pour payer les factures d'énergie. Et enfin, les allocations sociales pourraient être versées à certaines parties de la population actuellement sans revenu.

Véronique de Keyser (PSE, BE) a déclaré qu'un des problèmes était que la Banque mondiale était réticente à payer des salaires. Elle a souligné que l'objectif ne devrait pas seulement se manifester par une aide immédiate, mais que la situation politique devrait aussi être visée. Le sénateur français Robert Del Picchia a fait remarquer que plus de 150 000 fonctionnaires palestiniens, dont dépendent un million de personnes, étaient maintenant privés de salaires. Hassan Khreishi, orateur suppléant du Conseil législatif palestinien, a décrit la situation actuelle comme "*un siège qui pourrait bien faire couler toutes nos institutions, dont la présidence.*" Il a appelé les députés européens à mettre la pression sur Israël pour qu'ils reprennent les transferts des taxes et des droits de douane palestiniens, dont il affirme que le montant s'élève à environ 60 millions d'euro par mois. Un bon nombre de députés ont en effet appelé Israël à reprendre ces transferts aussi tôt que possible. Amir Motahari, représentant de la Commission, a indiqué que l'UE aurait transféré plus d'argent en aide humanitaire qu'elle aurait normalement dû donner aux autorités palestiniennes. Il a ajouté qu'avec le précédent projet, seulement dix pour cent des fonds européens ont servi au paiement des salaires.

L'UE a suspendu l'aide directe aux autorités palestiniennes à la suite de la victoire du Hamas aux élections; or cette organisation figure sur la liste européenne des organisations terroristes et elle n'a pas reconnu l'Etat d'Israël. Début mai, les Nations Unies, les Etats-Unis, la Russie et l'UE ont décidé de délivrer les fonds directement au peuple palestinien en créant un "mécanisme international provisoire", que l'UE a pour mission de développer.

07/06/2006

Présidence : Tokia Saïfi (PPE-DE, FR)

Commission politique de l'Assemblée euro-méditerranéenne